

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 05/08/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS Parc Eolien de Sainbois**

82 bd Haussman  
75008 Paris

Références : AV 373 / 2025  
Code AIOT : 0010011561

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement SAS Parc Eolien de Sainbois implanté xx 45310 Tournais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'effectue dans le cadre d'une opération coup de poing menée par la subdivision qui est axée majoritairement sur le volet biodiversité des parcs éoliens (suivi environnementaux, bridage...).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Parc Eolien de Sainbois
- xx 45310 Tournais
- Code AIOT : 0010011561

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Sainbois, d'une puissance de 12 MW, est composé de 5 machines. Il a été mis en service en 2006.

Il a fait l'objet d'une autorisation de repowering le 22 décembre 2023. Le démarrage des travaux relatifs à ce repowering est prévu le 1er septembre 2026 avec l'installation de la base vie et les travaux de terrassement. Les éoliennes du parc actuel seront mises à l'arrêt en mars 2026 et démontées dans la foulée pour permettre le montage des nouvelles machines entre juin et juillet 2026.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi environnemental - délais	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	2 mois
3	Suivi environnemental - protocole	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	3 mois
4	Suivi environnemental - versement données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	2 mois
7	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi environnemental - délais IIC	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
5	Accidents / incidents	Code de l'environnement du 03/07/2025, article R512-69	Sans objet
6	Accès aux aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	s		
8	Propreté à l'intérieur des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi environnemental - délais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le parc a été mis en service en 2006.</p> <p>Le premier suivi environnemental a été réalisé en octobre 2017 par Calidris.</p> <p>L'exploitant présente lors de l'inspection un rapport de suivi environnemental post-implantation pour les parcs de Sainbois et Bornes de Cerqueux pour l'année 2017 pour les oiseaux et les chauves-souris.</p> <p>Les suivis de 2019 et 2020, évoqué dans le rapport transmis par mail en date du 30 juin 2025 ont été faits pour le dossier de repowering.</p> <p><b>Ecart :</b> Aucun suivi n'a été effectué en 2016, 10 ans après la mise en service du parc.</p> <p>Ce suivi a cependant été effectué en 2017.</p> <p>L'écart est levé.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Suivi environnemental - délais IIC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Délai transmission suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>II. Par dérogation au I., l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis;</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b>  <p>En date du 30 juin 2025, l'exploitant a transmis par mail, le rapport de suivi environnemental daté de novembre 2020 qui présente les résultats des suivis mortalités, réalisés en octobre 2017, de septembre à octobre 2019 et de mars à juin 2020.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté un rapport dédié au suivi environnemental de 2017. Ce rapport, daté de novembre 2017, avait été présenté à l'inspection lors de la dernière visite d'inspection qui a eu lieu le 26 avril 2018.</p> <p><b>Constat : l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental dans un délai de 6 mois après la dernière campagne de prospection.</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Suivi environnemental - protocole**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<b>Constats :</b>

Le bureau d'étude Calidris précise que le suivi environnemental de 2017 a été réalisé selon le protocole national en vigueur en 2015. Toutefois, on note que la période de prospection est très restreinte (octobre 2017) même si elle est qualifiée de "période connue pour être mortifère" dans le rapport. Ce dernier ne précise pas les espèces à enjeux sur le territoire et la période de leur cycle biologique à laquelle elles fréquentent le site ce qui permettrait de justifier que la période retenue est adaptée.

En effet, dans le protocole de 2015, la partie relative à la mortalité de l'avifaune et des chiroptères prévoit des périodes et fréquences de prospection différentes en fonction notamment de la vulnérabilité des espèces en présence sur le site.

D'autre part, l'exploitant a transmis un rapport du suivi de mortalité des chiroptères et de l'avifaune.

Ce rapport précise en page 4 que "Pour le moment, aucun protocole n'est validé au niveau national, bien qu'un travail soit en cours pour l'élaboration d'un tel document. En l'absence de cadrage, nous avons proposé une méthodologie répondant aux enjeux du site".

Cette affirmation vient en contradiction avec le rapport de 2017 qui s'appuie sur le protocole national de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministère en charge des installations classées dans sa version de 2015, d'autre part, le protocole actuellement en vigueur est la version de 2018 de ce même document.

Dans cette dernière version, il est prévu des inventaires qui s'étendent globalement de fin mai à fin octobre, or les suivis réalisés en 2017, 2019 ou 2020 sont tous sur des périodes beaucoup plus restreintes (octobre 2017, septembre à octobre 2019 et mars à juin 2020).

**Constat : le suivi environnemental n'a pas été réalisé conformément au protocole national de suivi environnemental reconnu par le ministère en charge des installations classées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Suivi environnemental - versement données

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Actions régionales, Suivi environnemental - versement données

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...]

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute autre personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.

Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

**Constats :**

L'exploitant présente un tableau de suivi des dépôts des études environnementales. Le 4 août 2021, une étude relative aux inventaires Faune Flore et suivi de mortalité chiroptère et avifaune a été déposée. Cette étude est relative au projet de renouvellement. L'exploitant présente sur le site dépôt bio la preuve de dépôt de l'étude environnementale liée au dossier de repowering du parc de Sainbois mais n'est pas en mesure de présenter la preuve du dépôt de l'étude de 2017.

**Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du téléversement du suivi environnemental de 2017 sur le parc en fonctionnement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Accidents / incidents**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 03/07/2025, article R512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accidents / incidents avifaune - chiro

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

**Constats :**

Les baux signés avec les agriculteurs prévoient qu'ils aient des fiches d'information pour préciser quelles informations faire remonter et par quel moyen.

En ce qui concerne le turbinier, s'il découvre un cadavre au pied d'une éolienne, il doit y avoir une alerte à Kallista. Des fiches rappel sont présentes au sein de chaque machine. L'inspection constate la présence de ces fiches dans les machines inspectées.

Quand les opérateurs vont sur site, un tour sur la plateforme est effectué.

L'exploitant présente la fiche procédure qui prévoit la conduite à tenir en cas de découverte d'un cadavre (prendre une photo, contacter Kallista, couvrir le cadavre pour éviter la prédation, organiser l'information et la venue de l'OFB pour enlever le cadavre, prévenir l'inspection des installations classées).

<p>L'exploitant présente une fiche de rapport d'incident - mortalité faune volante en date du 25/09/23, cadavre de faucon crécerelle découvert par la société SOCOTEC à 5-10m de E1. La fiche détaille l'état du cadavre (frais - adulte) ainsi que la typologie de végétation où il a été retrouvé. L'exploitant montre le mail d'envoi effectué le 29/09/23 à l'OFB et à l'inspection des installations classées relatif à la fiche d'incident présentée.</p> <p><b>Constat : l'exploitant transmet les fiches BARPI à l'inspection des installations classées lors de la découverte de cadavres.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Accès aux aérogénérateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs.  Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est rendue sur les machines E1, E2 et E3.  Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur sont verrouillés à clé ne permettant pas un libre accès aux personnes étrangères.  Les clés sont regroupées dans une boîte à clés présente sur site.</p> <p><b>Constat : Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Identification des aérogénérateurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des aérogénérateurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. [...]</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace;</li> </ul>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Chacun des 3 aérogénérateurs inspectés est bien identifié par un numéro lisible, qui toutefois mériterait d'être encore plus grand.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur et/ou au pied des machines. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale;</li> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace; ainsi que face au risque d'orage.</li> </ul> <p>Sur E3, les consignes sont uniquement présentes sur un panneau au début du chemin d'accès. Sur E1, le panneau récapitulant les consignes a été déplacé au pied de machine lors des travaux effectués sur la machine pour éviter sa détérioration par les camions. Il doit être repositionné au début du chemin d'accès.</p> <p><b>Constat : les aérogénérateurs sont bien identifiés par des caractères lisibles.</b></p> <p><b>Les prescriptions à observer par les tiers ne sont pas affichées au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, notamment pour E1.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 8 : Propreté à l'intérieur des aérogénérateurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté des aérogénérateurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pénétré à l'intérieur des machines E3 et E1.</p> <p>L'intérieur de ces aérogénérateurs est maintenu propre. Aucun matériaux combustibles ou inflammables ne sont entreposés.</p>

Pas d'écart
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé à minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pénétré à l'intérieur des machines E1 et E3, uniquement au pied de celles-ci. Dans chacune des machines inspectées, un extincteur est présent en pied de machine. Il est accessible, bien visible en entrant en machine, de classe B (extincteur à CO2, pour les feux d'essence, de fioul, de gazole, d'alcool, d'huile, d'origine électrique) et vérifié en août 2024 par SOCOTECH.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
Type de suites proposées : Sans suite